

2 Politique

Vie des partis/Adere

Les partisans de Florentin Moussavou fidèles à leur ligne

J.K.M

Libreville/Gabon

Par la voix du président du bureau du Conseil politique, ils ont réaffirmé que leur leader est le président de leur formation politique, ainsi que leur appartenance à la majorité républicaine et sociale pour l'émergence.



Photo : Aristide Moussavou

Le ministre Florentin Moussavou. Ses soutiens lui réaffirment leur fidélité, malgré la décision de justice.

CE qu'il est désormais convenu d'appeler "le feuilleton sur la paternité de L'Alliance démocratique et républicaine" (Adere), opposant l'ancien vice-président de la République, M. Didjob Divungi Di Ndinge, à l'actuel ministre de l'Éducation nationale, Florentin Moussavou, n'est pas près de connaître son épilogue. Dernier rebondissement en date : la déclaration, le week-end écoulé, au siège de l'Adere (tendance Florentin Moussavou) du président du bureau du Conseil politique, M. Damas Mapangha Matsy, dans laquelle il a affirmé ne pas être en possession de l'arrêt de la Cour d'appel de Libreville confirmant M. Didjob Divungi Di Ndinge

comme président de l'Adere. Si cet arrêt est avéré comme l'ont laissé entendre certains confrères et les réseaux sociaux ces derniers jours, il a indiqué que "l'Adere se pourvoira en cassation, par l'entremise de son avocat". De quoi faire encore durer un peu plus le suspense sur cette affaire qui empoisonne les relations entre ces deux personnalités politiques.

Quoiqu'il en soit, aux yeux de M. Damas Mapangha Matsy, la situation est suffisamment claire. D'autant que, selon lui, l'Adere est un parti de la Majorité républicaine et sociale pour

l'émergence (MRSE) et Florentin Moussavou est un des membres fondateurs. A ce titre, a-t-il poursuivi, ce dernier s'est vu porté à la présidence de cette formation politique, le 6 décembre 2014, au cours d'un congrès organisé à Port-Gentil qui avait réaffirmé l'ancrage de leur parti à la MRSE.

"A la même date, M. Divungi, qui s'était mis en réserve du parti et de la vie politique, déclarait, entouré d'une frange des militants, son appartenance au Front uni de l'opposition. Et, les 19 et 20 décembre, organisait un congrès qui l'avait porté comme président de l'Adere,



Photo : Adjia Ntoutoume

Le président du bureau du Conseil politique de l'Adere (Florentin Moussavou), M. Damas Mapangha Matsy (c), lors de son propos.

en violation totale de la loi N°16/2011 du 14 février 2012 portant modification de la loi 24/96 du 6 juin 1996 relative aux partis politiques", a-t-il avancé. Et d'ajouter : "En agissant de la sorte M. Divungi s'est exclu du parti, faisant désormais, à titre individuel, parti d'un groupement politique non affilié à la MRSE. Il ne devait donc plus se prévaloir de l'Adere qui, a contrario, est membre de la majorité présidentielle".

De fait, a-t-il rajouté, "Au regard de la confusion qui s'en est suivie, Florentin Moussavou, en sa qualité de président légitime de l'Adere élu au congrès de Port-Gentil, a

été en justice, en date du 10 février 2015, M. Divungi, pour cessation de troubles. C'est dans ce nébuleux contexte que Victor Missanda, Gabriel Bekale, M. Mbakamole et Mvé Mvé, pourtant exclus du parti par le congrès du 8 mai 2016, continuent de s'exprimer, et de manière intempestive, au nom de l'Adere, exacerbant ainsi la confusion". D'où son appel à la mobilisation des militants, "en vue de faire face aux challenges à venir". Sur un tout autre plan, l'orateur s'est indigné "des agressions systématiquement orchestrées par nos compatriotes vivant à l'étranger sur les personnes

de certaines autorités de notre pays". Dans la foulée, il les a invités "à recourir à d'autres manières d'exprimer leur mécontentement". "Car, même si elle peut tolérer une certaine violence dans la manière d'exprimer les idées, la démocratie ne saurait s'accommoder en aucune façon de violences physiques", a-t-il lancé, tout en réaffirmant davantage l'appartenance de l'Adere à la MRSE et "son soutien indéfectible au président de la République, Ali Bongo Ondimba, qu'elle avait investi comme candidat à la dernière élection Présidentielle".

Opposition/Exclusion du président de l'UPG-L

Une décision frappée de nullité selon David Mbadinga



Photo : Eric Laphèta

Les officiels, conduits par David Mbadinga (2e à partir de la droite).



Photo : Eric Laphèta

Nsome Ayo Henri-Joël (bleu) est installé au poste de président de la cellule de Nzeng-Ayong-Drageage.



Photo : Eric Laphèta

Vue de quelques militants présents.

SM

Libreville/Gabon

Le président fondateur de ce parti, qui a été récemment démis de ses fonctions lors d'une assemblée générale extraordinaire, l'a déclaré le week-end dernier en installant un organe de base dans le sixième arrondissement de la commune de Libreville.

DAVID Mbadinga se considère toujours comme le président de l'Union des patriotes gabonais loyalistes (UPG-L). Pour preuve, l'homme a procédé, dimanche dernier, à l'installation d'une cellule de base au quartier Nzeng-Ayong-Drageage, dans le sixième arrondissement de la commune de Libreville.

Le président «déchu» estime que cette décision issue de l'assemblée générale extraordinaire, qui a été organisée par certains cadres du parti est frappée de "nullité totale", d'autant que cette assemblée extraordinaire est illégale, au regard des statuts du parti, qui ne prévoient en aucun cas «une assemblée générale constituée des membres du bureau exécutif constituant une instance délibérative».

Pour lui, «ce qui anime ces dissidents, ce sont des mains noires qui veulent déstabiliser» son parti politique et lui-même. «Et comme je l'ai promis, celles-ci seront dénoncées publiquement car pour certains, il s'agit des anciens Pdgistes qui sont venus se laver dans l'oppo-

sition pour être propres, sur le dos des leaders qui se sont battus depuis 1990 contre le pouvoir en place». On se souvient qu'il y a moins de deux semaines, M. David Mbadinga a effectué une sortie médiatique au cours de laquelle, il a annoncé le retrait de l'Union des patriotes gabonais loyalistes de la Coalition pour la nouvelle République (CPNR). C'est à la suite de cette décision, qui a visiblement été prise de façon unilatérale, que certains cadres de cette formation politique, en tête desquels le secrétaire général du parti, Adrien Paul Ivanga Adyaeno, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire. C'est donc dans ce cadre que les membres du bureau exé-

cutif de l'UPGL ont décidé de démettre David Mbadinga de ses fonctions de président du parti, ainsi que la vice-présidente en charge du Mouvement des femmes, Christelle Marva Nfono Obiang. On lui reproche notamment sa "gestion patrimoniale, opaque et calamiteuse" du parti, qui est faite, à en croire certains militants, de connivence avec la vice-présidente. De même, on reproche à David Mbadinga d'avoir boycotté le dialogue organisé par Jean Ping, sans oublier le grief concernant "la déviation de la ligne politique et idéologique du parti".

Cependant, les choses ne devraient pas s'arrêter là, tellement le président fon-

dateur de l'UPG-L a promis d'en dire davantage sur la cacophonie qui règne au sein de cette formation politique de l'opposition. «Pour moi, président de l'Union des patriotes gabonais loyalistes, je ne saurais accepter que des néo opposants viennent me dicter une quelconque ligne de conduite. Le moment venu, nous dirons les choses telles qu'elles sont et telles qu'elles doivent se dire», a-t-il lâché devant une frange de militants qui lui sont restés fidèles.

A propos de son absence aux assises organisées par le principal candidat de l'opposition, Jean Ping, M. Mbadinga a laissé entendre qu'il n'était pas question pour lui de participer à un monologue. Aussi, il ne

voulait pas, "assumer certaines décisions qui ont été prises". Au nombre de ces décisions, il souligne que "ce dialogue de l'opposition a prévu de signer un protocole avec certains pays de la région pour que le Gabon importe de la main-d'œuvre. Ce qui veut dire qu'on ignore le chômage endémique dans lequel se trouve notre pays, pour prévoir l'importation de la main d'œuvre étrangère". Ce qui s'apparente pour lui à "une drôle d'action et une drôle de décision pour des personnalités qui veulent le changement et qui veulent l'alternance". Dans tous les cas, les jours à venir nous éclaireront davantage sur le désordre qui règne actuellement au sein de l'UPG-L.